

## Démocratie et Europe Sociale

### Le Grand Soir des Béni-Oui-Oui

Le spectacle est de mauvais augure. Le pipeau ne sonne pas juste. Allumez la radio, regardez la télé, lisez journaux et hebdomadaires, le disque est usé. Vous entendrez la symphonie du OUI, jouée sur les thèmes *imperioso* d'une soi-disant catastrophe annoncée du NON, celui plus *andante* et guilleret du OUI, le tout dans une orchestration finement distillée. Pourtant, pour tout accord majeur, **on n'entend qu'un seul son de cloche**, et encore, qui sonne faux. Le MRC fait-il figure de trouble-fête ? Encore faudrait-il qu'on l'entende, lui comme d'autres mouvements. Les médias font commerce d'un débat public de fond qu'ils stérilisent aussitôt eux-mêmes ! On nous avait pourtant annoncé un choix... et, en démocratie, qui dit «choix» dit «équité». Équité de temps de parole, de moyens accordés aux parties en présence, et surtout neutralité du gouvernement en place, comme l'exige la loi, alors que nous allons assister à une véritable **campagne officielle**.

Et puis, avant qu'elle nous demande ce **blanc-seing** que certains s'apprêtent à délivrer, le véritable exercice démocratique aurait exigé de l'Europe qu'elle présentât **son bilan**.

De miracle, point... Les Cassandres, hostiles au NON, nous prédisent la réclusion criminelle à perpétuité en cas de rejet du Traité. Exclus de l'Europe et de son marché pour cent ans. Beh voyons !

**Est-ce à dire** que le Président de la République, initiateur du référendum, est un **irresponsable** pour risquer ainsi son pays aux rigueurs de l'hiver éternel ?

**Ou est-ce à dire plutôt** qu'on prend les citoyens pour des canards sauvages, à vouloir leur donner le choix entre un OUI moulinier et un OUI poltron ?...Souvenons-nous de l'expérience singulière du Danemark en 92 et de l'Irlande en 97 qui avaient vu leur NON annulé par les autres pays. Nul doute alors, comme les chantes du libéralisme déchaîné le suggèrent, que les pays hostiles au Traité, tels de mauvais élèves, voteront et re-voteront encore, jusqu'à ce que le OUI émerge. On appelle ça le respect de la vox populi...



L'Europe « sociale » par exemple, nous est revenue à la sauvette par un centre-gauche acquis à droite depuis quasiment vingt ans. Grimé en marchand de mythes, malgré ses travers chroniques de bonimenteur, il aimerait bien quelques rappels aux applaudissements ! Dans l'organisation tex-

tuelle même du «*Traité établissant une Constitution*», les premiers rangs sont donnés aux cadres juridiques régissant **les marchés** et **la concurrence**, le deuxième balcon aux droits fondamentaux (la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme n'était-elle qu'un vœu pieux ?) et le poulailler réservé au droit du travail et droit social. La place et le choix des mots a son importance, «droit de travailler» n'est pas le droit AU travail, ni encore moins droit DU travail. Sans parler ici des problèmes de traduction dans une dizaine de langues. Le préambule, lui, d'un lyrisme rare, **n'a aucune valeur exécutive**, ce n'est qu'une déclaration formelle de principes. On chauffe la salle pour ceux qui ne restent pas pendant le spectacle ou qui n'ont pas lu la pièce.

Enfin, ce serait bien la première fois qu'une Constitution (au nom usurpé) proposera non seulement de fixer des règles de fonctionnement institutionnel, mais aussi d'indiquer une idéologie politique. Nous vivons une bien étrange époque. Pléthore d'articles plaident en faveur du NON. On peut n'en retenir qu'un, le **III-166**, hautement négateur des efforts du Monde du Travail et des nations, accumulés dans chaque pays depuis plus d'un siècle : **la libéralisation des «Services Publics»** rebaptisés «*Services d'Intérêt Economique Général*» sous la baguette d'un chef d'orchestre tout-puissant : la libre concurrence. Bravo !... Certains signataires du Traité de Nice à l'époque avaient trouvé le texte pas trop mauvais et modifiable. Les mêmes le trouvent à présent «calamiteux». Que lui trouveront-ils demain à cette **Constitution** qu'ils appellent de leurs vœux ? Ce que nous disons nous.

Que le tour en est mauvais, et les dommages irréversibles.

**Benoît Rivillon**

### Les moments forts :

(voir page 12 de ce numéro)

**Samedi 12 mars** : Le sort des femmes dans l'Europe, avec **Aimée GOURDOL**

**Mercredi 16 Mars** : Un café citoyen avec **Jean-Yves AUTEXIER**

**Mardi 29 Mars** : Un café citoyen avec **Margarita MODRONO** et **Renaud RAMILLON**

## Le coup-de-gueule des Gavroches

### « Antisocial, tu l'as, ton traité !... »

Quand bien même on limiterait ce qu'il est convenu d'appeler «le social» à la redistribution de productions marchandes (ce qui serait contestable), on chercherait en vain de quoi satisfaire un partisan de «l'Europe sociale» ainsi entendue dans le traité constitutionnel qui va être soumis à notre vote.

Si les aides à des consommateurs individuels sont en effet tolérées, c'est à la condition expresse qu'elles n'interfèrent pas avec **la libre circulation des biens et services (article III-167)**. Or cette dernière revient à mettre en concurrence les différents systèmes sociaux : à productivité équivalente, le produit le plus compétitif est celui qui supporte le moins de fiscalité. Il semble inutile de rappeler que certains pays de l'Union (*l'Irlande hier, la Lettonie aujourd'hui, la Bulgarie demain...* ndr.) ont déjà clairement adopté le dumping fiscal comme mode d'attraction des capitaux. Ces pratiques mettent clairement en danger la protection sociale des pays les plus avancés en la matière, sans assurer que les autres les rejoignent un jour sur ce terrain.

Le coût monétaire de la protection sociale n'est d'ailleurs qu'un élément du coût au sens large supporté par les entreprises dans le cadre de ladite protection : il existe en effet de nombreuses protections «hors prix». Notre Code du Travail français regorge de dispositions visant à protéger le salarié sur son lieu de travail ; ces « obstacles » à la liberté entrepreneuriale peuvent eux aussi faire l'objet d'un nivellement par le bas.

**La directive Bolkestein** actuellement débattue (*dite « Directive sur les Services » ndr.*) ne ferait qu'étendre aux services, via le principe du pays d'origine, ces propriétés du libre-échange de biens tangibles. Pour un partisan de « l'Europe sociale », dire OUI au Traité Constitutionnel consisterait alors à entériner la mise en concurrence des systèmes sociaux en matière de production de biens. (mise en concurrence contre laquelle le même tenant du Oui s'apprête à protester en matière de prestation de services...)

Si l'on élargit maintenant la définition du «social» pour y intégrer les services publics, on n'est guère plus rassuré. Le traité prévoit en effet la libéralisation des services (**articles III-147 et 148**) ; pour que les choses soient claires, l'article **III-166** stipule que les quelques services publics qui résisteraient devront se conformer aux règles de concurrence.

Il s'agit de passer d'un modèle dans lequel le service public propose des prestations de qualité, équivalentes pour tous les citoyens, à un modèle à l'anglo-saxonne, où les riches s'adressent à des entreprises privées cependant que les citoyens moins aisés se voient offrir des prestations minimales.

Bref, si la charité est encore tolérable vis-à-vis du consommateur, rien ne doit être épargné au producteur. Délocalisations et Droit Social au rabais ne seront même pas compensés par des services publics performants et égalitaires. Pour nous Français, cela signifie rien de moins que **la renonciation à notre modèle d'économie mixte** dans lequel le marché est écarté des secteurs qui cimentent la collectivité. Pour nous comme pour beaucoup d'autres Européens, cela signifie renoncer à utiliser le droit pour protéger le salarié. Cela signifie encore, si la directive Bolkestein est adoptée, une accélération des délocalisations à l'intérieur même de l'UE.

Or, **compte tenu de la diversité de ses peuples et de leurs choix collectifs**, que signifierait un « OUI », sinon un feu vert donné au libéralisme financier qui n'a qu'un objectif : unifier l'Europe sur une base fédérale...

**Sidoine Chavanet**  
**Militant Jeunesses Citoyennes**

*Tu te sens l'âme d'un futur militant, ou déjà sympathisant tu souhaites suivre l'actualité des JCs : (formations, rencontres, cafés citoyens...), recevoir notre revue de presse ou nous faire partager un coup-de-gueule, c'est simple : tu peux nous rejoindre sur notre forum «le cercle des JCs» en envoyant un courriel à : [lecerclledesjcs-subscribe@yahoogroupes.fr](mailto:lecerclledesjcs-subscribe@yahoogroupes.fr)*

## Georges SARRE : Dire « NON », notre dernière liberté.

« On n'aime pas les témoins gênants – surtout quand ils ne se contentent pas de témoigner, mais qu'ils veulent agir pour changer les choses : ce qui est votre cas, chers camarades, ce qui est notre cas.

Si le barrage médiatique que nous subissons, que nous avons toujours subi, paraît plus que jamais insurmontable, il n'y a cependant pas de fatalité ; il n'en faut pas moins ne pas nous dissimuler les difficultés de la tâche.

Quand je dis que les faits nous donnent raison, je veux dire que, de toute évidence, la crise de la « construction européenne » que nous annonçons depuis dix ans, quinze ans, est en train d'éclater.

Voyez Monsieur Bayrou. Les fédéralistes de droite ne se reconnaissent plus dans une Europe ouverte à la Turquie.

Voyez Messieurs Emmanuelli et Fabius – qui observent pour l'heure un curieux silence. Les socialistes sont en train de comprendre que l'Europe actuelle, c'est ce que j'appelle l'Europe contre la gauche. Comment croire sérieusement que le processus qu'ils ont toujours soutenu puisse mener à l'Europe sociale de leurs rêves ? Il faut une sacrée dose d'aveuglement pour encore y souscrire !

À droite, on croyait à une Europe-puissance fondée sur une communauté culturelle homogène. À gauche, on croyait à l'Europe sociale. Or, l'Europe réelle, l'Europe qui se fait depuis 50 ans, et que le projet de « Constitution européenne » entend pérenniser pour une période au moins équivalente, cette Europe, ce n'est ni l'Europe-puissance, ni l'Europe sociale. C'est un processus incontrôlable ouvert au marché. La seule façon d'y mettre un frein, à cette Europe, c'est d'en appeler au pouvoir national – et c'est bien ce que fait François Bayrou. Non sans paradoxe, d'ailleurs. Il y a peu, encore, seule la démocratie européenne, incarnée par le Parlement de Strasbourg, trouvait grâce aux yeux de notre Béarnais. Mais aujourd'hui, alors que le Parlement de Strasbourg s'est prononcé en faveur de l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie, la démocratie européenne n'a visiblement plus aucune valeur pour lui : **le scandale est que les Parlements nationaux n'ont jamais été consultés !** Scandale ? Atteinte scandaleuse portée à nos démocraties ? Robert Badinter tient le même discours – discours auquel je pourrais souscrire, mais à condition de l'étendre à toute la construction européenne, car c'est toujours ainsi que les choses se sont passées, du traité de Rome à l'adhésion de la Turquie en passant par l'Acte unique ou l'euro. Il est en effet très important que vous compreniez, chers camarades, que l'Europe libérale – qui ne plaît pas à la gauche – et l'Europe sans frontières – qui ne plaît pas à la droite – ont été imposées de la même façon, selon le même mécanisme : chefs d'Etat et de gouvernement qui décident formellement, de leur propre chef, sans pouvoir individuellement freiner le processus ; Commission européenne qui cristallise le consensus ; groupes d'intérêts économiques qui poussent en coulisse ; Parlement européen qui donne un vernis démocratique à l'ensemble. Toutes les étapes de la construction européenne ont obéi à ce mécanisme. Par conséquent, ceux qui se plaignent des conditions peu démocratiques dans lesquelles la décision d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Turquie a été prise feraient bien d'exercer leur esprit critique sur l'ensemble de la construction européenne.

Croyez-vous que **les peuples** aient eu leur mot à dire sur l'Europe libérale ? Bien sûr que non ! En tout état de cause, c'est ainsi que l'Europe fonctionne, et il est remarquable de constater qu'un tel fonctionnement ne convient pas à grand monde. La tâche devrait nous en être facilitée, me direz-vous ? C'est précisément le paradoxe auquel nous devons faire face. L'Europe ne plaît pas – ne plaît plus – à nos élites, c'est un fait ; mais cette Europe, c'est leur pouvoir, et ce pouvoir, elles y tiennent plus que tout. Plus ce pouvoir s'éloignera de l'Europe de leurs rêves, et plus nos élites ne pardonneront pas à ceux qui mettront le doigt sur leurs contradictions – sur leurs mensonges. Le pouvoir nu, dépourvu d'idéal, est impitoyable à l'égard de ses adversaires. Le pouvoir qui doute de ce qu'il fait s'accroche à ce qu'il est – un pouvoir. C'est la situation dans laquelle nous sommes. Et c'est ce qui explique le tombereau de propagandes que nous commençons à subir, sous couvert d'information objective – cela va de soi –, à propos du projet de Constitution européenne.

Tout est fait pour créer l'évidence, pour installer dans les esprits l'idée d'une fatalité, pour décourager les meilleures volontés. Les jeux seraient faits, en somme. On révisé la Constitution pour permettre la ratification du traité constitutionnel – alors qu'en bonne logique, il aurait fallu faire l'inverse : mais il faut créer l'irréversible, n'est-ce pas ?

On fait d'abord voter les peuples vertueux – et c'est l'Espagne qui s'appête dans quinze jours à ratifier le projet de « Constitution européenne » : les gens y sont encouragés par la télé réalité et Zinedine Zidane : **toujours créer l'irréversibilité, mais dans une ambiance sympa**, attention ! Chez nous, on cherche à faire taire tout partisan du « non » qui ne serait pas choisi et mandaté par les tenants du « oui » ! Mais on nous promet un débat démocratique... Comment vaincre ce rouleau compresseur de l'abêtissement organisé – car il faut bien appeler les choses par leur nom ? C'est notre défi.

Ce défi s'adresse particulièrement à vous, qui êtes jeunes. La jeunesse, dit-on, est rebelle par nature ; elle ne supporte pas l'embrigadement, elle n'aime pas qu'on lui dise ce qu'elle doit penser. En même temps, elle a des idées pures ; elle aime spontanément le progrès, l'ouverture – tout ce qu'est censée incarner la « construction européenne ». La jeunesse représente donc un enjeu pour les plus idéologues des partisans de la « construction européenne ». Ecoutez-les. C'est pour les jeunes qu'ils feraient l'Europe. Pour leur avenir. Pour votre avenir.

Ce discours est un mensonge. Une effroyable démagogie. **Seule la préservation de leur pouvoir guide nos élites.** Rien d'autre. Que faire, alors ? Militer, organiser des débats, interpellé vos camarades, à la Fac, sur vos lieux de travail. Il faut vous former ; il faut que vous ayez les idées claires sur le processus de construction européenne, que vous ayez en tête ses grandes logiques ; surtout, il ne faut jamais oublier que nous avons en face de nous un pouvoir qui cherche à se légitimer.

Ce pouvoir, c'est une coalition d'élites nationales européanisées ou mondialisées dont l'instrument de légitimation est la mise en avant d'une Europe idéale – ainsi, un Français nous parlera d'Europe-puissance, un Allemand d'Europe fédérale, un Anglais de grand espace de libre-échange, etc. : les opinions publiques se font berner aussi facilement !

Il faut **dire la vérité sur l'Europe** ! La jeunesse a soif de grand large et de vérité. L'Europe, c'est l'enfermement dans le mensonge étriqué.

**Dire la vérité sur l'Europe**, c'est répéter que la gauche ment en préconisant l'Europe sociale. Aucun pays n'est en mesure d'imposer sa conception de l'Europe, la France moins que les autres (peut-être parce que notre pays, pour son malheur, s'est toujours fait de l'Europe l'idée la plus haute...). Dans l'Europe communautaire, c'est le petit dénominateur libéral qui l'emporte toujours. C'est ainsi. Souvenez-vous, lors des dernières élections européennes, le PS français a fait campagne pour l'Europe sociale ; au Parlement européen, bien qu'il constituait la plus importante délégation du PSE, il fut contraint de souscrire à l'accord de répartition des sièges conclu entre le PSE et le PPE, sans parvenir à convaincre aucun de ses partenaires du bien-fondé de son combat rhétorique en faveur de l'Europe sociale...

**Dire la vérité sur l'Europe**, c'est mettre la droite en face de ses responsabilités. Jacques Chirac ment en promettant un référendum dans quinze ans sur l'entrée de la Turquie à l'UE. Mais il n'est pas le seul. Nicolas Sarkozy ou François Bayrou mentent tout autant en invoquant une introuvable culture unitaire européenne pour refuser par principe une telle perspective.

Une certaine droite transpose au niveau européen des arguments de type nationaliste et pense jouer sur une islamophobie ambiante. C'est irresponsable. On ne peut pas fermer la porte à la Turquie. Mais il faut profiter de son adhésion pour changer l'Europe – pour la rendre aux nations, c'est-à-dire aux démocraties. Je suis en effet persuadé que c'est parce que l'Europe est insaisissable, opaque, illisible, que les populations ont peur de l'adhésion de la Turquie. De cette Europe, la droite est responsable, qui a joué du levier extérieur, qui a participé à la mise en place d'une contrainte externe par l'Europe libérale ; qu'elle vienne aujourd'hui alimenter d'arguments vaguement racistes des peurs qui trouvent leur vraie source dans l'Europe qu'elle a contribué à nous imposer est littéralement honteux.

Dire la vérité sur l'Europe, **c'est aussi exiger un bilan** de la construction européenne. Il n'est pas normal que l'on ne puisse pas se donner le temps de la réflexion pour évaluer les acquis de la construction européenne. Il faut en finir avec la marche en avant à tout prix ! Ce bilan doit porter, en premier lieu, sur la politique économique imposée depuis des décennies par l'Europe (ce que le niveau actuel de l'euro par rapport au dollar et les aléas du Pacte de stabilité budgétaire rendent urgents). Les résultats, en termes d'emploi et de croissance, obtenus depuis vingt ans au sein de l'espace concerné par l'intégration européenne sont notoirement mauvais. Notre taux de croissance est le plus faible au monde. De toute évidence, la construction européenne n'a pas placé ses pays membres en situation de répondre efficacement aux chocs pétroliers des années 70 puis de résister à l'offensive ultra-libérale née au début des années 80.

La politique de concurrence menée par la Commission européenne est inadaptée, selon les termes mêmes d'un récent rapport de l'OCDE ; la politique de la BCE est inexistante et, cantonnée à la lutte contre une pseudo inflation, néfaste à la croissance ; le Pacte de stabilité budgétaire est une absurdité macro-économique. On doit pouvoir en débattre !

**Ce bilan doit porter, ensuite, sur la légitimité de l'oligarchie** qui, mêlant technocratie bruxelloise, élites politico-administratives nationales et intérêts privés, s'est mise en place par l'Europe **pour imposer une seule orientation** de politique économique et contourner les représentations nationales. Ce système de pouvoir qui s'est constitué, construction européenne aidant, peut-il être appréhendé par les populations ? N'échappent-il pas, par définition, à tout contrôle démocratique ?

Ce bilan doit porter, en dernier lieu, sur les slogans qui, promettant toujours plus d'Europe, ont entravé ces dernières années la volonté politique et le sens de la responsabilité de nos dirigeants. Le discours européiste ne sape-t-il pas, par son incapacité à accepter la moindre critique, les fondements mêmes de nos sociétés démocratiques ?

L'Europe-sociale et l'Europe-puissance ne sont plus des slogans crédibles. Il faut leur substituer une véritable ambition nationale et un projet d'entente beaucoup plus étroite avec l'Allemagne, tout en plaçant le Marché unique et la monnaie unique au service d'une finalité protectrice beaucoup plus affirmée et en ne s'interdisant pas des politiques de relance budgétaire.

Le changement est dans nos têtes.

N'ayons pas peur d'affirmer haut et fort nos idées. La vérité a une force qu'aucun obstacle n'est capable d'annihiler. C'est notre atout. La vérité rejoint le bon sens populaire. Je suis persuadé qu'au fond, les gens ne sentent pas ce projet qu'on appelle tantôt « Constitution européenne » tantôt « traité constitutionnel » – il y a déjà là lieu de se méfier ! Ils ne comprennent pas pourquoi ce texte est à la fois présenté comme un texte fondamental et comme une simple étape. Ils sont carrément sceptiques quand on leur dit que ce texte n'a rien à voir avec l'adhésion de la Turquie à l'UE. Ils sentent qu'il y a anguille sous roche. Ils ne voient pas bien ce que peut leur apporter le projet de « traité constitutionnel » mais perçoivent confusément qu'il va accélérer le mouvement actuel contre les services publics, les acquis sociaux et notre modèle républicain. Au fond, ils se disent que « Constitution européenne » ou pas, cela ne va rien changer.

À cela, **il faut répondre qu'une alternative est possible** et qu'un rejet de ce texte aurait au moins un bienfait : obliger nos élites à se remettre en cause. **Dire « non »** à ce que nous proposent des élites qui, entre elles, ont décidé que cela ne pouvait qu'être « oui », **c'est notre dernière liberté** ; c'est même la dernière liberté démocratique. Ce n'est pas rien. C'est presque inespéré. Alors, cette liberté, saisissons-nous en ! Disons « non » ! C'est la démocratie qui en sortira renforcée. Je le disais tout à l'heure : il n'y a pas de fatalité ! »

Samedi 5 février 2005

Cinquième Rencontre nationale des Jeunesses Citoyennes.

**Question de le savoir. L'atelier de campagne des Jeunes Citoyennes a recueilli quelques réactions bien senties à des questions posées par des citoyens, sincères, et soucieux d'avoir un éclairage sur quelques «évidences»...**

**Nous en livrons un choix, à servir chaud dans toute intervention publique !**

1- « *C'est bien connu, on est plus fort à plusieurs. Sans l'Europe, nous n'aurions jamais pu construire des Airbus ni envoyer des fusées dans l'espace.* »

**L'Europe c'est AIRBUS, l'Europe c'est ARIANE !...** Il est évident que les coopérations entre Etats européens sont souhaitables. Chacun doit pourtant savoir que les coopérations porteuses de réussite et d'avancées se font hors du cadre institutionnel de Bruxelles. Or, le traité limite strictement les possibilités de coopérations renforcées (**art I- 44**) : celles-ci ne peuvent pas porter sur des compétences exclusives de l'Union (douanes, marché intérieur, politique intérieure, politique monétaire et commerciale). De plus, les propositions de coopérations renforcées devront passer par la Commission qui les soumettra, si ça lui chante, au Conseil. Le Conseil statue sur ce point en principe à la majorité qualifiée mais l'unanimité est requise pour les coopérations concernant la politique étrangère et de sécurité commune (**art III-419**).

Enfin, il suffit de citer Nicolas SARKOZY lui-même (Lille, 28/01/2005) : "**Nous sommes 5 dans l'aventure d'Airbus. Nous sommes 6 pour Ariane Espace. La nouvelle constitution non seulement autorise mais institue ces coopérations renforcées. Désormais, il suffira d'être 8 pays pour décider d'aller plus loin et plus vite ensemble.**"

Et bien justement ! Puisqu'il "suffira" (sic !) d'être 8 pour faire quelque chose, Airbus (à 5) et Ariane Espace (à 6) n'auraient pas pu se faire !!!

On appréciera également : "La nouvelle constitution (...) **AUTORISE**" à vot' bon coeur, m'sieu-dames de Bruxelles !!! Mais alors, comment a-t-on pu faire Airbus et Ariane Espace sans « Constitution Européenne », sans cette autorisation préalable ???

Des réussites du type d'Airbus et d'Ariane ne seraient plus possibles si le Traité devait être adopté. Le traité interdit en effet la formation de consortiums du type d'Airbus et les aides étatiques (**art I- 3** : « ...*concurrence est libre et non faussée.* »). On voit bien ici l'importance de la tension entre l'inter-gouvernementalité et la supra-gouvernementalité. Des nations mettant en commun leur énergie et leur volonté aboutissent à de véritables réussites au service de projets structurants et d'avenir, alors qu'un gloubi-boulga à 25 ou 29 ne débouchera que sur de la bureaucratie lourde et inefficace, et surtout : avec des leviers de commande échappant totalement au peuple.

2- « **Le traité constitutionnel est une chance pour les femmes** ».

L'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas reconnue parmi les valeurs qui fondent l'Union (**art I-2**).

Pire, **des droits essentiels ne sont pas mentionnés** : droit au divorce, droit à disposer de son corps (contraception, avortement), droit à vivre sans violence, etc. Le traité méconnaissait le principe de la laïcité et institue « *un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les Eglises* » (**art I-52**), ouvre la porte à l'enfermement des femmes dans des rôles prédéterminés par des traditions passéistes. **L'article II- 62** reconnaît le « *droit à la vie* ». On voit d'ici les adversaires de l'avortement saisir la Cour de Justice des Communautés Européennes : le traité n'inscrit pas le droit à l'avortement car celui-ci n'existe pas dans certains pays, comme la Pologne. Le droit au travail n'est pas reconnu non plus, mais « *toute personne a le droit de travailler* » et « *la liberté de chercher un emploi* » (**art II-75**) ! Au-delà du style qui relève d'une véritable provocation, chacun sait bien qu'avoir un emploi stable est une condition de l'autonomie sociale et matérielle des femmes.

Il faut bien comprendre que l'Union Européenne manipule **l'objectif d'égalité** entre les hommes et les femmes **pour légitimer la flexibilité et la précarité**. L'Europe du droit des femmes, c'est d'abord l'Europe du droit de travailler de nuit, tout comme les hommes.

3 - « **Tu vas voter NON ? Mais alors, tu veux que la guerre revienne ?** »...

« *L'Europe c'est la paix* » : Pas si sûr... On nous dit que seule l'intégration toujours plus poussée de l'Union Européenne évitera aux Etats membres de se faire la guerre. C'est oublier que les guerres civiles existent. Ensuite, l'histoire montre que deux démocraties ne se font pas la guerre. La construction européenne vise depuis le début à déposséder la souveraineté populaire de son pouvoir de décision. Or, seules des Nations démocratiques fondées sur la souveraineté populaire sont capables de propager un idéal de dialogue pacifique entre les peuples et de résoudre des conflits dans le respect des peuples. Le traité va permettre aux Etats de s'engager dans des guerres contre la volonté même des peuples. La politique de sécurité et de défense commune « *respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord* », et l'OTAN est le « *fondement de la défense collective (des Etats) et l'instance de sa mise en œuvre* » (**art I-41**). On en frissonne de peur : alors même son peuple et ses dirigeants ont manifesté en 2003 leur opposition à la guerre en Irak, la France devra donc s'atteler à la politique de George BUSH...

**Voilà qui méritait d'être dit. Mais personne n'est plus sourd que celui qui ne veut pas entendre. N'est-ce pas M Strauss-Kahn ?**

# Retour vers le futur

**Autant qu'il le sera possible, Les Gavroches vous proposeront de lire des articles ou des textes importants, certains pamphlets ou réponses, tous textes qu'il fait bon relire de temps à autre. Ce mois-ci, nous vous proposons de relire l'appel de Raymond et Lucie Aubrac paru dans le Monde Diplomatique de mars 2004.**

## **Pour que la flamme ne s'éteigne pas.**

Au moment où nous voyons remis en cause le socle des conquêtes sociales de la libération, nous, vétérans des mouvements de résistance et des forces combattantes de la France libre (1940-1945), appelons les jeunes générations à faire vivre et retransmettre l'héritage de la Résistance et ses idéaux toujours actuels de démocratie économique, sociale et culturelle.

Soixante ans plus tard, le nazisme est vaincu, grâce au sacrifice de nos frères et sœurs de la Résistance et des nations unies contre la barbarie fasciste. Mais cette menace n'a pas totalement disparu, et notre colère contre l'injustice est toujours intacte.

Nous appelons, en conséquence, à célébrer l'actualité de la Résistance, non pas au profit de causes partisans ou instrumentalisées par un quelconque enjeu de pouvoir, mais pour proposer aux générations qui nous succéderont d'accomplir trois gestes humanistes et profondément politiques au sens vrai du terme, pour que la flamme de la Résistance ne s'éteigne jamais.

Nous appelons d'abord les éducateurs, les mouvements sociaux, les collectivités publiques, les créateurs, les citoyens, les exploités, les humiliés, à célébrer ensemble l'anniversaire du programme du Conseil National de la Résistance (CNR) adopté dans la clandestinité le 15 Mars 1944 : sécurité sociale et retraites généralisées, contrôle des « féodalités économiques », droit à la culture et à l'éducation pour tous, presse délivrée de l'argent et de la corruption, lois sociales ouvrières et agricoles, etc.

Comment peut-il manquer aujourd'hui de l'argent pour maintenir et prolonger ces conquêtes sociales, alors que la production de richesses a considérablement augmenté depuis la libération, période où l'Europe était ruinée ?

Les responsables politiques, économiques, intellectuels et l'ensemble de la société ne doivent pas démissionner, ni se laisser impressionner par l'actuelle dictature internationale des marchés financiers qui menacent la paix et la démocratie.

Nous appelons ensuite les mouvements, partis, associations, institutions et syndicats héritiers de la Résistance à dépasser les enjeux sectoriels, et à se consacrer en priorité aux causes politiques des injustices et des conflits sociaux, et non plus seulement à leurs conséquences, à définir ensemble un nouveau « Programme de Résistance » pour notre siècle, sachant que le fascisme se nourrit toujours du racisme, de l'intolérance et de la guerre, qui, eux-mêmes, se nourrissent des injustices sociales.

Nous appelons enfin les enfants, les jeunes, les parents, les anciens et les grands-parents, les éducateurs, les autorités publiques, à une véritable insurrection pacifique contre les moyens de communications de masse qui ne proposent comme horizon pour notre jeunesse que la consommation marchande, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous. Nous n'acceptons pas que les principaux médias soient désormais contrôlés par des intérêts privés, contrairement au programme du Conseil National de la Résistance et aux ordonnances sur la presse de 1944.

Plus que jamais, à celles et à ceux qui feront le siècle qui commence, nous voulons dire avec notre affection : « Créer, c'est résister. Résister, c'est créer. »

*Manifeste signé par : Lucie Aubrac, Raymond Aubrac, Henri Bartoli, Daniel Cordier, Philippe Dechartre, Georges Guinguoin, Stéphane Hessel, Maurice Kriegel-Valrimont, Lise London, Georges Séguy, Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant, Maurice Voutey.*

## La Constitution est un « Coup d'Etat juridique ».

Anne-Cécile ROBERT est intervenue lors du lancement de la campagne pour le « NON républicain » le 7 février dernier à la Maison des Métallos dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Elle nous a impressionné par la clarté de son exposé sur les mensonges et les dangers de ladite Constitution européenne. Pour les Gavroches, elle livre quelques clés.



La Commission  
Européenne

**Anne-Cécile ROBERT, pour qualifier le principe du Traité Constitutionnel, vous parlez de « Coup d'Etat juridique »...**

**A-C Robert :** « Oui. C'est la première fois qu'une Constitution **mélange à la fois le fond et la forme**. D'habitude, une Constitution comme la Constitution Française expose les pouvoirs du Président, le fonctionnement du Parlement, des régions etc, mais en aucun cas on ne vous dit le Parlement appliquera une politique de gauche ou de droite !

La Constitution pour l'Europe, elle, fixe les pouvoirs des institutions européennes dans le but de mener des politiques économiques libérales. **Georges Sarre a raison de la comparer à la constitution soviétique.** C'est un Coup d'Etat juridique, car une fois que ce sera adopté, on ne pourra plus faire autre chose que du libéralisme économique ou de l'ultra-monétarisme, car ces choix politiques seront inscrits dans la Constitution. Et tout cela au mépris de toutes les règles démocratiques. D'habitude, ce sont les électeurs qui font ces choix par les urnes...

**Vous êtes de ceux qui pensent qu'au lendemain d'un OUI à la Constitution, toute action citoyenne, militante, dans chaque région et chaque pays serait inefficace, voire perdue d'avance ?**

En effet, ce serait très compliqué de remettre en cause des textes juridiques complètement figés. On n'aurait que pour seul moyen la rue, la pétition, tous les autres recours seraient bloqués. C'est très grave que ce texte soit dans les faits non révisable.

À 25 états, le réviser à l'unanimité, ça n'arrivera jamais. On sera dans **une impasse démocratique**.

Voilà pourquoi le terme de « **Coup d'Etat juridique** » n'est pas hors de proportion, il est exactement à niveau de ce qui se passe.

**Vous prêtez quelle espérance de vie à la Constitution dans une telle perspective ?**

Tout dépendra de la résistance des populations moi j'ai le sentiment que les gens sont prêts à utiliser leur bulletin de vote comme ils l'ont déjà montré, et aussi à participer à des réunions.

J'ai vraiment espoir que la pression populaire peut cette fois-ci à l'emporter, contrairement à ce qui a pu se passer en 1992 au référendum sur le traité de Maastricht. Chaque citoyen, peut convaincre les autres à se mobiliser et empêcher que ce texte passe.

**Vous pensez qu'au plus haut niveau de l'Etat on ignore tout ça, ou on feint de l'ignorer ?**

Nos élites sont complètement converties à une idéologie, le libéralisme économique. Elles proclament qu'il n'y a plus d'idéologie précisément pour mieux valider la domination de cette seule idéologie. En attendant, elles se contentent de faire des coups. Elles valident toujours les options comme la mise en concurrence débridée, et sur le reste, elles font du théâtre. C'est ce que fait très bien le Président Chirac par exemple. Il parle de fracture sociale, va serrer la main aux africains etc., mais dès qu'il faudrait examiner un grand texte, il signe ! Notre monde est devenu une sorte de grand show où la parole compte plus que la réalité. C'est typique de la politique française et de la politique européenne : on nous fait des discours tire-larmes, bouleversants, et dans la réalité, c'est la loi de la jungle, c'est la précarité, c'est le chômage, et c'est la guerre.

Anne-Cécile ROBERT est Professeur à l'Université Paris VIII et membre du conseil scientifique d'ATTAC

## Séance de Formation des Jeunesses Citoyennes, avec Paul VIOLET le 8 janvier 2005.

L'Europe n'est pas sociale, de l'aveu même des socialistes partisans du oui à la constitution. Ils invitent à voter oui non pas à cause du texte, mais à cause de ce qu'on pourra y ajouter le jour où on le changera !

De même, contrairement à leurs assertions, la constitution ne sauvera pas les services publics : ceux-ci ne sont d'ailleurs jamais évoqués dans le texte ! Quant aux « services d'intérêt économique général », non seulement ils doivent respecter les « règles de la concurrence libre et non faussée », mais, selon les termes mêmes de la Commission, « ils ne doivent pas être confondus avec l'expression : service public » !!

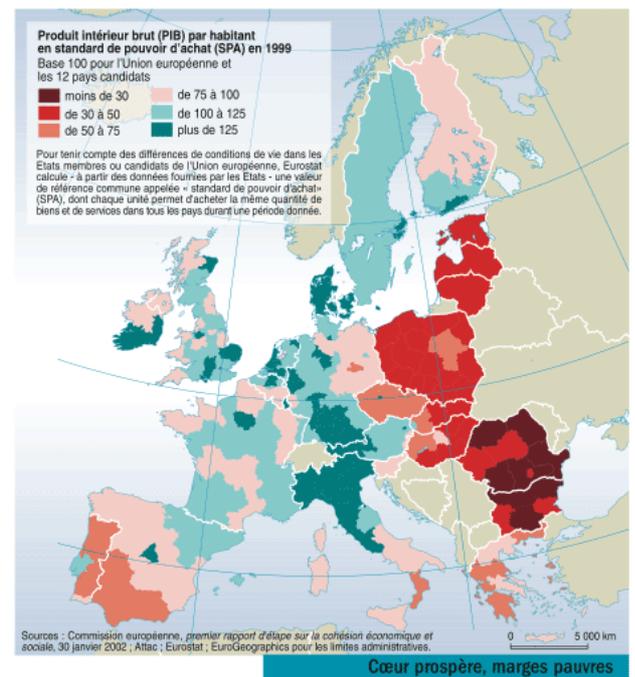
Au droit au travail, inscrit dans la constitution française, impliquant pour ceux qui sont privés d'emploi, un devoir de solidarité nationale, est substitué le droit de travailler, de chercher un travail, dégageant ainsi les pouvoirs publics de leurs obligations de solidarité nationale envers leurs concitoyens privés d'emploi. Pour convaincre que cette constitution n'est pas sociale, il suffit de se référer à la toute récente campagne des élections européennes de juin dernier, gagnées par les socialistes sur le thème : maintenant l'Europe sociale. Ils revendiquaient 7 exigences pour voter la constitution : aucune n'est satisfaite, bien au contraire !

L'Europe n'est pas sociale, parce qu'elle n'est pas démocratique. Il existe un lien direct entre démocratie et social. Or le système qui est en train de gagner la planète, la mondialisation libérale, axée sur un nouvel âge du capitalisme, le capitalisme financier, implique, pour se développer, un système politique foncièrement anti-démocratique, car de nature oligarchique. C'est ce système qu'amplifie la constitution européenne, en plaçant l'Europe sous protectorat américain, via l'OTAN, autour du dogme de la concurrence libre et non faussée, érigée en valeur fondamentale.

Le système démocratique ne peut y survivre. D'où l'importance de placer au cœur du combat politique, la défense de la démocratie et de la République, ennemis numéros 1 de la mondialisation libérale.

### L'Europe : Croissance et Pauvreté

Source le monde diplomatique.fr



Dans les pays entrants, le taux de chômage est particulièrement élevé. Presque le double de la moyenne des ex-Quinze, surtout **parmi les jeunes (plus de 32 % en moyenne contre 16 % dans les pays fondateurs de l'UE)**.

## MON EUROSOCPE AVEC GISCARD *par NostraLaurus*

### Cancer

**Amour** : Vénus est en berne, votre cher et tendre s'est barré avec Adriana, sa secrétaire slovaque à Bratislava. Il va en effet tirer parti de **la directive Bolkestein** qui lui permet en y établissant le siège de sa société de transport routier, de soumettre ses employés au droit slovaque. Soyez réaliste, en amour comme en affaire, « la concurrence est libre et non faussée » (**article I-3**).

### Lion

**Santé** : Bonne nouvelle : plus besoin d'aller vous faire suer 3 fois par semaine au club de gym du coin. Georges W. Bush a décidé ce matin de bombarder l'Iran. A vous l'entraînement cardio-vasculaire et le renforcement musculaire dans les sables et les faubourgs de l'ex-empire Perse. Vous n'avez rien contre les Iraniens ? Le peuple français manifeste contre cette guerre ? Ok, mais fallait alors réfléchir à deux fois avant de voter oui à la constitution européenne. La politique de sécurité et de défense commune « respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord », et l'OTAN est le « fondement de la défense collective (des Etats) et l'instance de sa mise en œuvre » (**art I-41**).

### Vierge

**Travail** : les astres bruxellois vous sont favorables : la constitution vous accorde « la liberté de chercher un emploi » (**art II-75**). Vous voyez bien que ce texte constitue une avancée sociale ! Ok, le préambule de la constitution française disposait que chacun « a le droit d'obtenir un emploi », mais ne soyez pas archaïque, l'Europe, c'est vachement fun, c'est hyper cool et c'est l'avenir.

### Balance

**Argent** : vous êtes généreux et on vous le rendra au centuple (plus tard, quand vous serez au paradis). La Banque centrale européenne agit sans aucun contrôle des pouvoirs élus démocratiquement et, en vertu de la constitution, se concentre sur la lutte contre l'inflation, laissant de côté des politiques de soutien et de croissance (**art I-30**). La bonne nouvelle dans tout ça, c'est que vous financez la reprise au USA au détriment de la reprise européenne (la BCE n'intervenant pas pour stopper la chute du dollar face à l'Euro). Cette solidarité internationaliste vous honore.

### Sagittaire

**Amour** : Côté forme, vous êtes au plus bas. Après vous être fait viré car vous n'acceptez pas d'être payé au salaire slovaque, voici que l'être aimé se détourne. Vous devriez tirer un trait définitif sur votre vie passée qui vous empêche de progresser dans l'approfondissement de l'optimisation de votre employabilité. Concentrez vous alors sur votre toutou qui, lui, a bien de la chance : « l'Union et les Etats membres tiennent pleinement compte des exigences du bien-être des animaux en tant qu'être sensibles » (**art III-121**).

### Capricorne

**Vie quotidienne** : Vous pourriez avoir du mal à prendre des décisions aujourd'hui. Ne vous inquiétez pas, des gens très compétents les prennent pour vous. Avec la constitution, seuls des commissaires nommés sont habilités à proposer des actes législatifs. Les députés que vous avez élus ont le droit de soumettre des propositions à la commission, c'est gentil. Et les commissaires en retour expliqueront aux députés pourquoi ils ne retiennent pas leurs propositions (**art III-332**).

### Verseau :

**Amour** : Finalement pas possible de vous la jouer couple-en-voyage-de-noce-solidaire-avec-le tiers-monde. Alors que le président de la République avait réussi à convaincre d'autres Etats de mettre en place un prélèvement d'un euro sur les billets d'avion au profit des pays pauvres, Bruxelles est venu mettre le holà. "Seule une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil des ministres peut établir des mesures qui constituent un pas en arrière dans le droit de l'Union en ce qui concerne la libéralisation des mouvements des capitaux à destination ou en provenance de pays tiers. Le Conseil des ministres statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen." (**art III-157-3**). Faites vous une raison : vous pouvez toujours continuer à manifester et voter à gauche si ça vous chante, mais l'adoption de la constitution européenne a gravé les politiques libérales dans le marbre.

### Poissons :

**Famille** : En faisant réviser votre petit dernier ses leçons d'histoire, vous vous souviendrez avec nostalgie des temps lointains de la séparation des pouvoirs prônée par Montesquieu : le pouvoir législatif qui vote les lois, le pouvoir exécutif qui les exécute et le pouvoir judiciaire qui juge. Chacun des pouvoirs étaient séparés l'un de l'autre. Ca vous revient maintenant ? On appelait cela la « démocratie ». On avait pris la Bastille pour mettre cette belle idée en oeuvre. Maintenant, c'est plus hard : l'organe exécutif qu'est la commission, composée de commissaires non élus, concentre aussi l'initiative en matière de pouvoir législatif. (**art I-26-2**)

### Bélier

**Meilleurs vieux** : « L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes âgées à mener une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle » (**art II-85**). Et ta sœur, elle a le droit d'avoir une vie culturelle ?

### Taureau

**Amour** : rassurez-vous : vous pouvez toujours vous envoyer en l'air avec Airbus et Ariane puisque ces coopérations renforcées se sont structurées avant l'adoption de la constitution. Souvenez-vous : la Commission n'était pas chaude à cette initiative de quelques Etats qui se sont accordés pour aider des entreprises à relever des défis technologiques majeurs. La constitution limite strictement les possibilités de coopérations renforcées (**art I-44**) : celles-ci ne peuvent pas porter sur des compétences exclusives de l'Union (douanes, marché intérieur, politique intérieure, politique monétaire et commerciale). De plus, les propositions de coopérations renforcées devront passer par le filtre de la Commission qui les soumettra, si ça lui chante, au Conseil. Le Conseil statue sur ce point en principe à la majorité qualifiée mais l'unanimité est requise pour les coopérations concernant la politique étrangère et de sécurité commune (**art III-419**).

### Gémeaux :

**Famille** : c'est un grand jour pour vous, votre petite nièce Adèle va vous conduire en auto au chef lieu du canton pour enfin poster votre courrier accumulé depuis ces derniers jours. Puisque vous persistez à habiter Plouc-la-glaise, bled paumé et haut perché, aucune entreprise n'accepte d'investir le réseau postal. Les anciens services publics de votre enfance sont devenus des **services d'intérêt général** soumis à concurrence : les aides publiques à l'ex-entreprise de service postal sont interdites pour cause de « **concurrence libre et non faussée** » (**art I-3**). Heureusement qu'Adèle vient vous rendre visite de temps en temps.

### Cancer :

**Tonus** : garder la forme c'est aussi maintenir son esprit en éveil en vous lançant des défis. Par exemple, **expliquez à votre voisin** pourquoi vous prônez le Oui à la constitution en lui explicitant l'article III-192-2-c. (Le Comité économique et financier a pour mission de formuler des avis et de suivre la situation économique et financière... « sans préjudice de l'article III-344, de contribuer à la préparation des travaux du Conseil visés à l'article III-159, à l'article III-179, paragraphe 2,3,4 et 6, aux articles III-180, III-183, III-184, à l'article III-185, paragraphe 6, à l'article III-186, paragraphe 2, à l'article III-187, paragraphe 3 et 4, aux articles III-191, III-196, à l'article III-198, paragraphe 2 et 3, à l'article III-201, à l'article III-202, paragraphes 2 et 3, et aux articles III-322 et III-326 »).

## La Chronique du Sauvageon

Ah ouais !... Un vieux shnock, ancien maire, ancien-premier ministre, ancien prof, ancien client des rues de Paris, a dit tranquille aux micros : «Bruno Gollnish c'est un mec bien »... ça me la coupe.

Heureusement qu'il y a pas la Politicar'Academy à la télé. Sinon, ça serait 1° compagnie et le Loft-senior en même temps. Ouaih ! Raymond Barre. **Retenez bien son nom, il a pas d'avenir.** C'est le même qui trouvait que les attentats de la rue des Rosiers voulaient «viser des Israélites mais n'avaient fait que tuer des Français innocents». Y a des gens pour qui tout le monde n'est pas égal devant l'innocence. Bruno Barre et Raymond Gollnish, est-ce qu'on va les excuser parce qu'ils ont dépassé l'expiration de la carte vermeil ? pas sûr.

Ah ouais ! y a un autre camembert coulant, Monti il s'appelle, italien celui-là, super Mario. Le Commissaire Mario. **Retenez bien son nom : il a de l'avenir malheureusement.** Il dit : «si les français votent NON, on va les saquer de l'Europe, il seront au coin, privés de marché au dessert, et on les fera voter jusqu'à ce qu'ils votent comme on veut...» ouaah le gros menteur, il sait que c'est même pas vrai ! Il faut que j'avoue, monsieur le Commissaire, j'ai lu ça dans le «Figaro». Ouah, j'ai honte, j'ai donné des sous pour l'armement, mais c'est Serge Dassault, Monsieur le Commissaire, qui a dit à France-Inter «il faut que les journaux propagent des ... des quoi, 1, 2, 3 adjugé, vendu... des idées saines» !

Alors j'ai craqué, j'ai acheté le Figaro, voilà ! Beh, me frappez pas M. le Commissaire... Et qu'est-ce que j'ai lu ? Mario Monti, le copain à Berlusconi, qui veut faire re-voter les français jusqu'à ce que je vote OUI. Parce que je vais voter NON, M. Le Commissaire, je vous jure et j'ai pas honte sur ce coup là. Ça nous saoule de voir les banquiers de Francfort nous cacher le paysage, déjà que l'Europe nous a coûté le franc fort et que le franc fort a donné Francfort. Déjà que le franc fort a donné 3 millions de chômeurs dans les années 80 (et moi ma mère, elle était au chômage ; t'as vu manman ? je parle de toi). Alors en regardant la télé italienne je me suis rendu compte que personne ne parle de l'Europe là-bas ! Et pareil en Allemagne, pareil en suède. Dans 15 pays personne n'en parle. Sérieux : **les Berlusconi font leurs affaires dans leur coin** et toute l'info est concentrée sur les actions des pompiers, le pipi du pape ou les méfaits de la mafia.

Et ça sonne bien ! Dans tous les pays où on ne vote pas par référendum, tout le monde s'en fout, tout le monde est rabougri sur sa chaise, sans pouvoir rien faire. **C'est à nous de nous bouger pour eux maintenant.** Il y en a qui nous regardent, et qui espèrent qu'on va pas leur savonner la planche !

Manman, 15 pays nous regardent, je me sens visé. Je vais me lever aux aurores pour aller voter en mai. Et j'vais pas trembler.

Retrouvez désormais la chronique sur <http://sauvageon.over-blog.com>

**Le journal du NON Républicain :** <http://www.blogg.org/blog-14787.html>

**Le site des Jeunesses Citoyennes :** <http://www.jeunesses-citoyennes.fr.st>

**Le site de Georges Sarre :** <http://www.georges-sarre.net>

**Le site du M.R.C :** <http://www.mrc-france.org>

**Le site de Eric Ferrand, Conseiller de Paris :** <http://www.eric-ferrand.com/>

**Le blog de Koffi Ghyamphy, MRC 37 :** <http://www.republique.over-blog.com/>

**Et aussi** <http://www.sauvonsleclimat.org>



## Les Rendez-vous de Mars 2005

- **Samedi 12 mars 2005 à partir de 14 heures**  
Rencontre Régionale des Jeunesses Citoyennes d'Ile-de-France  
«*L'Europe améliore-t-elle le sort des femmes ?*» avec Mme **Aimée GOURDOL**  
Siège du MRC-Paris 2 rue Jules Verne 75011 PARIS  
Métro : Belleville (ligne 2 ou ligne 11)

### Cafés citoyens : Constitution européenne: Pourquoi un NON ?

- **Mercredi 16 Mars 2005 à 18h00** au Café *Saint-Michel*  
(à côté du CROUS Centre J.SARRAILH) avec **Jean-Yves AUTEXIER**  
145, boulevard Saint Michel 75005 PARIS (RER: Port-Royal)
- **Mardi 29 Mars 2005 à 18h00** au Café *l'Escholier*  
avec **Margarita MODRONO et Renaud RAMILLON**  
Place de la Sorbonne PARIS 5° (RER: Luxembourg)

Ce journal est avant tout TON JOURNAL, tu souhaites contribuer à sa rédaction, nous faire partager tes idées, alors envoie tes articles ( en n'oubliant pas de mentionner tes coordonnées ) par courrier à Jeunesses Citoyennes / MRC Rédaction des Gavroches 9, rue du Fbg-Poissonnière 75009 Paris ou par courriel à : [les.gavroches@free.fr](mailto:les.gavroches@free.fr) . Le prochain numéro sera consacré à la **Géo-stratégie**. Aux armes, citoyens !!!

**Rédaction : [les.gavroches@free.fr](mailto:les.gavroches@free.fr), 9 rue du Fbg-Poissonnière 75009 PARIS.**

**Sidoine Chavanet, Laure Gérard, Anonyme.**

**Rédacteur-en-chef : Benoît Rivillon**

**Directeur de la publication : Renaud Ramillon Deffarges. Imprimerie : MRC**

**Conception : Studio Jeunesses Citoyennes**

Rejoignez les Jeunesses Citoyennes du MRC  
Les Jeunesses Citoyennes/MRC 9 rue du Fbg-Poissonnière 75009 PARIS

- Je souhaite recevoir de la documentation sur les Jeunesses Citoyennes et le MRC
- Je souhaite rejoindre les comités pour un "Non" Républicain au traité constitutionnel
- Je souhaite adhérer au M.R.C. et joins à ce bulletin un chèque de 40 Euros ( adhésion nationale, Chèque à l'ordre de l'AFMRC)

Ne pas jeter sur la voie publique

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
CP : ..... Ville : .....  
Tel : ..... Fax : .....

[www.jeunesses-citoyennes.fr.st](http://www.jeunesses-citoyennes.fr.st)  
[www.mrc-france.org](http://www.mrc-france.org)

tel : 01 44 83 83 00

[jeunesses.citoyennes@laposte.net](mailto:jeunesses.citoyennes@laposte.net)

